

le conseil du député de Davenport. Nous n'avons pas quitté les provinces Maritimes et nous n'avons nullement l'intention de le faire car, avec le parti conservateur au pouvoir tant en Nouvelle-Écosse qu'à Ottawa, nous avons plus que jamais confiance en l'avenir économique de cette partie du Canada. Notre politique est diamétralement opposée à celle des libéraux. Nous sommes sûrs que, grâce à des mesures spéciales, il sera possible de ranimer l'économie d'une région qui a été négligée si longtemps par les libéraux. Une des premières choses que fit le gouvernement conservateur actuel, ce fut d'approuver les subventions de redressement aux provinces atlantiques, afin de leur verser 100 millions de dollars sur une période de quatre ans. Aucun député libéral qui a pris la parole au cours de ce débat n'en a soufflé mot.

M. McGrath: Et elles ont été majorées.

M. Crouse: Ces subventions de redressement viennent d'être portées à 175 millions pour les cinq prochaines années. Ces subventions peuvent fort bien être considérées comme les précurseurs de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, et elles ont permis aux gouvernements des provinces atlantiques de mettre sur pied des industries, de développer leurs sociétés de prêts pour les pêcheurs et de stimuler l'industrie pour le plus grand bien de nos citoyens qui en ont grand besoin.

C'est l'une des résolutions qui ont été adoptées lors de cette célèbre conférence dont le député de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill) aime à parler, et qui a eu lieu le 18 mai 1957 à Moncton. À vrai dire, le discours qu'il a prononcé hier est presque la réplique de celui qu'il a fait à Amherst, le vendredi 8 juin, alors qu'il a déclaré que les promesses étaient vides de sens. Il a signalé ensuite la présence de notre premier ministre (M. Diefenbaker) à Moncton, celui qui a tant fait pour les provinces de l'Atlantique, et qu'a déclaré alors l'honorable député de Bonavista-Twillingate? Il a déclaré que la charte de l'Atlantique ne valait pas le papier sur lequel elle était écrite. Voilà ce qu'il pense des subventions de redressement aux provinces atlantiques. C'est là le premier vœu qui a été formulé lorsque nous nous sommes réunis à Moncton et, bien que ces subventions aient été avantageuses pour les provinces atlantiques, il semble que c'est la première chose qui serait abolie si, ce qu'à Dieu ne plaise, un gouvernement libéral était porté au pouvoir, parce que les libéraux ne croient pas aux mesures spéciales.

Il est évident que si la population des provinces atlantiques a perdu confiance dans le parti libéral, qui a détenu le pouvoir pendant 22 ans, c'est qu'il n'a jamais présenté de

mesure comme l'Office d'expansion économique de la région atlantique.

M. Caron: Elles n'en avaient pas besoin à ce moment-là.

M. Crouse: L'honorable député devrait se lever pour formuler ses remarques au lieu de le faire de son siège. Notre parti a reconnu, dès son entrée au pouvoir, que les salaires étaient bas dans les Maritimes et, même si l'honorable député de Davenport a déclaré qu'il nous faudrait accepter un revenu inférieur pour demeurer dans les Maritimes, nous avons des idées différentes et nous les avons mises à exécution. Résultat? J'ai ici le salaire moyen de cinq années établi par le Bureau fédéral de la statistique. En 1955, dernière période de cinq ans où le parti libéral était au pouvoir, le salaire moyen, en Nouvelle-Écosse, par exemple, était de \$50.83 par semaine. En août 1962, ils avaient atteint \$66.34 par semaine. À l'heure actuelle, la Nouvelle-Écosse compte un revenu de 18 p. 100 inférieur à la moyenne nationale, soit \$80.85. Cela est très important, si l'on se rappelle que la différence était de 37 p. 100 durant le mandat libéral.

Malgré ces faits et le progrès manifeste qui s'est produit, que disent nos amis libéraux? Selon le *Chronicle Herald*, d'Halifax, en date du 3 novembre, le chef de l'opposition (M. Pearson) aurait déclaré que son parti ferait un meilleur gouvernement, un gouvernement plus progressiste à cette époque critique. En même temps, leur nouveau disciple, le député d'Antigonish-Guysborough, se lamente de ce que la Nouvelle-Écosse se fait représenter par neuf conservateurs à la Chambre des communes. Selon lui, la Nouvelle-Écosse, libérale par tradition, est maintenant accablée par le protectionnisme tory. Qu'a-t-il dit aujourd'hui? Selon lui, on ne saurait attendre grand-chose de cet Office. C'est cette attitude qui a donné le ton pendant 22 ans à la politique du parti libéral. «Nous ne pouvons faire grand-chose pour les provinces Maritimes, disent les libéraux, alors ne faisons rien du tout.»

Je considère qu'il est temps de nous débarrasser de ce pessimisme. Il est temps de regarder en avant, de voir l'avenir des provinces atlantiques avec optimisme, selon l'esprit du XX^e siècle. Et que prouvent les indices économiques? Je ne sais où se rend le député quand il nous quitte ici, mais il ne retourne certainement pas en Nouvelle-Écosse, parce que, s'il en était ainsi, il se rendrait compte du progrès qui s'y fait. L'amélioration de l'activité économique dans les provinces atlantiques depuis que le gouvernement actuel a accédé au pouvoir en 1957 atteint des proportions presque astronomiques. Pendant des années, nous dépendions pour une grande

[M. Crouse.]